
Le *hirak* : quelques réflexions sur les enjeux d'un mouvement contestataire en Algérie

Fatma OUSSEDIK*

Analyser une situation, un fait social alors qu'il se déroule sous vos yeux, est toujours hasardeux pour des sociologues. De plus, la vigilance impose de ne pas céder aux explications fondées sur une appréciation immédiate des rapports de forces tels qu'il nous est possible de les voir, dans l'heure, ou tels qu'ils nous sont donnés à voir. Pourtant, et malgré ces raisons, nous souhaitons proposer une lecture du *hirak*, le mouvement social qui agite l'Algérie et mobilise une grande partie des énergies politiques du pays, depuis le 22 février 2019. Il nous apparaît, en effet, qu'il existe un engagement du sociologue auprès de sa société qui nous l'impose. L'analyse sera faite d'abord à partir d'une présentation des manifestant-es, puis des slogans scandés au cours des marches. Ces éléments de lecture devraient nous permettre de mieux comprendre certains enjeux de ce mouvement, comme celui de la formulation du récit national.

Les manifestants-es : éléments du contexte général

Des milliers, voire des millions de citoyennes et de citoyens se sont mis en marche, depuis février 2019, à travers les villes algériennes, dans les métropoles comme dans les villes moyennes. Ces manifestations se sont donné le nom de *hirak*. Ce mot renvoie aux contestations populaires, au Yémen en 2009, en Irak en 2011, mais surtout, au Maghreb, au Maroc, dans le rif en 2016. Cet emprunt linguistique a pu nourrir des interrogations sur d'éventuelles manipulations. Toutefois, la population

* Université d'Alger 2. Département de Sociologie, 16 000, Alger, Algérie.

s'en étant emparé et se l'étant approprié, ce débat a pris fin rapidement. Nous pouvons considérer que si manipulation il y a eu, elle a rencontré une forte volonté de protestation des Algériennes et des Algériens, qui ont voulu se mettre en mouvement. Cela s'est déroulé durant toute l'année 2019 et au début de 2020, en Algérie, un pays que ses habitants pensaient « oublié des dieux » et que le journaliste du *New York Times*, Adam Nossiter, dans un article en date du 4 octobre 2020¹ définit encore comme une « île isolée ».

Les manifestants-es étaient nombreux. L'affirmer, c'est faire aussi le constat que c'est d'abord une population urbaine, majorité de la population algérienne, qui est sortie dans les rues. Elle sera rejointe par une population rurale qui a inscrit ses revendications dans les espaces de la ville, lieux et centres d'enjeux politiques (Dumas, 1989). Seule l'épidémie de la Covid-19, en mars 2020, a permis l'arrêt (ou la suspension) des marches. Les voix écoutées du *hirak* ayant appelé à leur interruption bien avant les dispositions prises par le gouvernement d'interdire, pour des raisons sanitaires, tous rassemblements ou manifestations. Selon le site de l'ONS (Office National des Statistiques), au 1^{er} janvier 2018, plus de 70% de la population algérienne est urbaine. Ce taux devrait atteindre les 85% à l'horizon 2050 (ONU-World Urbanization Prospects 2018). L'observation est pertinente si on pense à la référence constante du système algérien au « vote automatique des campagnes » en faveur des pouvoirs en place. On peut considérer que le phénomène d'urbanisation rapide a contribué à affaiblir démographiquement la base sociale du régime. De plus, toutes les enquêtes montrent qu'il existe de moins en moins de distinction dans les modes de vie et de pensée entre ruraux et urbains. Cette opposition ne fait que s'affaiblir aussi du fait d'une uniformisation par l'école, le marché, les médias, le mode de consommation, mais aussi des paysages par le traitement des espaces. Ainsi, et à propos de l'architecture rurale, Khadidja Ait Hammouda-Kalloum écrit : « Les paysages villageois, sont bouleversés par l'introduction des techniques de construction contemporaines ; le béton remplace la pierre et les techniques traditionnelles disparaissent. Ce sont aussi les organisations spatiales, qui se calquent sur les structures constructives, autoportantes à l'origine et qui permettaient donc une flexibilité dans la construction des espaces, qui se sont transformées par l'incursion des structures en portiques (poteaux- poutres). Les espaces sont donc déterminés par les trames

¹ Nossiter, A. (2020), Hopes Fade for New Political Course in Algeria a Year After Popular Uprising, *New York Times*.

structurelles et le modèle d'habitation qui inspire les maisons dans l'espace rural est celui de la maison urbaine contemporaine »².

De plus, le taux de croissance de la population agglomérée demeure très fort (2.89% en moyenne par an) en dépit du ralentissement observé depuis 1977, alors que celui de la population rurale a continué sa chute pour atteindre un taux négatif durant la dernière décennie (0.46%).

Aussi, si on se réfère au fait que les moins de 15 ans représentent 29,7% de la population, que les plus de 60 ans 9,1%, on peut considérer que la population active est aux alentours de 12%. Le nombre des manifestants, d'environ 3 millions, représenterait alors 25% de la population en âge de manifester, quelles que soient les corrections apportées en comptant les enfants et les retraités.

Concernant la répartition géographique de cette population, si celle des villes du nord est très présente dans les marches, il faut souligner la mobilisation dans les 12 wilayas ayant une densité de moins de 20 habitants au km² (Djelfa, Adrar, Ghardaïa, Tamanrasset, etc.). Dans toutes ces villes, la population a investi des lieux emblématiques et a montré sa capacité à inscrire son action dans des raccourcis (les ruelles, les escaliers, ...), des nœuds urbains (Place Audin, Grande-poste, ...). Ceci à Alger, mais la même logique a été observée ailleurs. Ces différents espaces ont constitué des haltes, des étapes, des repères pour des flots issus des plus vieux quartiers. À Alger, par exemple, les manifestants appartenaient à des houlmas (Belcourt, Bab el-Oued, El Biar, Hussein-Dey, Alger-centre) ou qui le sont devenus comme Bab-Ezzouar. Dans cette optique, il n'est plus question d'utiliser le terme de « néo-urbain », tant cette population a montré qu'elle s'était appropriée, au fil des années, les espaces des villes. Cela parce que le mouvement d'urbanisation de la société dure depuis plus de 60 ans et a connu plusieurs vagues successives (1960, 1972, 1990, 2001).

Toutes les générations figurent parmi les manifestants, mais la majorité est jeune ; ce qui correspond à la pyramide des âges de la population algérienne selon les statistiques de l'ONS. En 2018, la population des moins de 30 ans a été de 22,48 millions, soit 54% de la

² Les références aux travaux de l'ONS concernent en particulier l'Enquête Nationale sur les dépenses de Consommation et le niveau de vie des ménages (ENCNVLM) et les différents recensements de la population (RGPH). Tous sont consultables sur le site de l'ONS qui rend publics ces données à travers diverses publications comme : « L'Annuaire statistique de l'Algérie », qui est annuel, « L'Algérie en quelques chiffres », publication annuelle aussi, « Le Bulletin trimestriel des statistiques » ; « Les Collections statistiques », qui diffusent notamment les résultats d'enquêtes comme celle de la consommation, de l'emploi, de la santé ; « Les données statistiques », qui donnent un bref aperçu sur les informations disponibles.

population globale résidant en Algérie, qui était de 42,2 millions d'habitants au 1^{er} janvier 2018 (contre 41,3 millions d'habitants au 1^e janvier 2017 et 40,4 millions au 1^{er} janvier 2016). Les cinq premières wilayas qui ont enregistré le plus grand nombre de naissances vivantes (en 2018) sont Alger (102 025), Sétif (53 328), Oran (41 285), Constantine (38 112) et Batna (36 808). Dans toutes ces villes, le nombre de manifestants a été très important. Dans ses analyses de l'évolution de la population algérienne jusqu'à 2040, l'ONS avance que la population des moins de 30 ans passera de 22,73 millions en 2018 à 27,1 millions en 2040.

Éduquée, instruite, diplômée, cette jeunesse, au féminin comme au masculin, constitue le plus gros des chômeurs. Ils prennent la mer, obtiennent des visas dans le cadre d'une émigration choisie (pour le Canada, notamment), mais ceux qui étaient dans la rue ne veulent plus ou ne peuvent plus partir. Si les jeunes chômeurs étaient en nombre, on a pu aussi voir, parmi ces foules, toutes les catégories sociales. Il faut souligner, durant les premiers mois de l'année 2019, la forte présence des classes moyennes habituellement silencieuses. En effet, les différentes émeutes qui ont précédé ce mouvement ont surtout mobilisé des jeunes gens, le plus souvent chômeurs ou des pères de famille sans ressources. Ce qui nous conduit à dire que cette catégorie s'est reconstituée depuis la fin des années 1990 où elle a été laminée. Aussi, elle considère le pouvoir comme un allié objectif des représentants de ce que les économistes appellent « l'argent brutal ». L'État algérien s'est, en effet, peu à peu dégagé du secteur public qui fournissait des emplois, et aussi de la valeur sociale, aux diplômés, enseignants, cadres, avocats, médecins, ... Certains ingénieurs ont connu la prison, pour mauvaise gestion, puis ont été acquittés. Le pouvoir s'est peu à peu engagé dans ce qu'il a présenté comme le soutien à ce qui devait être un secteur privé mais qui peu à peu est devenu un secteur spéculatif caractérisé par une stratégie économique que l'on a pu qualifier « d'import/ import », loin de tout investissement productif.

La crise économique ne cessant de s'approfondir, même le secteur informel peine à échapper, en termes relatifs, à ses effets. La baisse des prix du pétrole par ces temps de Covid-19, a eu pour effet que la classe moyenne ne cesse de se paupériser du fait de même de l'accroissement de la dépendance vis-à-vis du marché international. Car, en termes de volumes, les importations des produits alimentaires et animaux vivants ont augmenté de 1,9 % au 1^{er} semestre 2020 par rapport au 1^{er} semestre 2019. Pis encore, les importations alimentaires de l'Algérie sont en train d'augmenter. Au cours du premier trimestre de l'année 2020, l'Algérie a

importé pas moins de 1,36 milliard d'euros de produits alimentaires. Lors du premier trimestre de l'année 2019, l'Algérie avait importé 1,31 milliard d'euros de produits alimentaires. Cela signifie que l'Algérie est en 2020 encore plus dépendante de l'étranger pour se nourrir³. Le contexte socio-économique se caractérise ainsi :

L'État se désengage dans la création d'emploi. On observe que son rôle et l'importance du secteur public dans l'économie algérienne décroissent. Telle est la conséquence de la politique suivie en Algérie depuis plusieurs années. La décision d'un désengagement financier progressif devait mener à la privatisation, notion générale qui couvre des processus multiples : privatisation de l'économie, privatisation du capital, privatisation des investissements et privatisation de la production (Chettab-Abbas, 2001).

L'affaiblissement du pouvoir d'achat de la classe moyenne, marginalisée aussi politiquement. Selon un rapport de la Banque mondiale d'avril 2020, les « prévisions actuelles tablent sur une contraction du PIB de 3 %, ce qui correspond à un recul de la consommation et l'investissement privés, ainsi qu'à la chute des investissements publics, qui représentent 44 % de la totalité des investissements. Les mesures visant à endiguer la crise de la Covid-19 comme la restriction des déplacements et des rassemblements, auxquelles s'ajoutent les fortes incertitudes économiques, décourageront la consommation et l'investissement privés »⁴. La classe moyenne a aussi assisté à l'affaiblissement du secteur éducatif qui ne lui permet pas d'envisager de transmettre même son statut à ses enfants.

Enfin, la population ne jouit pas des libertés individuelles, académiques et d'expressions nécessaires à son épanouissement. Les journalistes, enseignants, médecins ont été ciblés par le terrorisme des années 1990 et ont formé le gros bataillon de ce qui est appelé en Algérie le phénomène de « la fuite des cerveaux » ou « le départ des élites ». Aujourd'hui la Covid-19 les a trouvés aussi désarmés que les catégories précaires. Pour toutes ces raisons, et au même titre que les exploités du secteur informel mis au chômage, ils et elles ont rejoint le *hirak*.

³ ONS, (2020). Les données citées sont issues du dossier de l'Office National des Statistiques n° 893 concernant « Les indices de valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandise- 1er trimestre 2020 ».

⁴ Banque Mondiale. (avril, 2020). Algérie, Rapport de suivi d la situation économique, <https://bit.ly/2XYy0RK>

Le *hirak*

Dans les marches, les jeunes hommes sont plus nombreux, comme le veut la culture algérienne, qui assigne aux hommes le rôle de défense du groupe. Leur démarche hardie signifiait bien qu'ils étaient prêts à défendre la population. Cependant, la société algérienne connaît de grandes mutations dans les rapports de sexe et les jeunes femmes ne manquent pas, elles-aussi, d'audace et de courage. La démarche de protection bienveillante des hommes montre une volonté de reconquête d'une masculinité à partir des qualités dites « viriles ». La possibilité de retrouver une estime de Soi pour des individus qui longtemps ont été perçus comme des « ni, ni, ni », c'est-à-dire « ni citoyens, ni travailleurs, ni époux ». Avec, le *hirak*, ils cherchaient à en finir avec les qualificatifs dépréciatifs de *ghachi*, masse informe, ou *hittistes*, chômeurs, sans volonté adossés à des murs.

Au sujet de la présence des femmes aux marches, seuls ceux qui n'ont pas suivi l'évolution, comme l'histoire, de l'Algérie, ont pu être étonnés de leur présence et rôle dans ce mouvement populaire. C'est au XX^e siècle, à l'occasion de la Guerre de libération, qu'elles sont sorties de l'univers familial et se sont trouvées mêlées au destin politique de ce pays. Que l'histoire ne leur ait pas rendu justice est un autre débat, tout aussi fondamental pour l'avenir de l'Algérie. Se fondant sur les statistiques du FMI, Aude Martin écrit : « Si le secteur public a pu servir de variable d'ajustement jusque dans les années 2010 en fournissant des emplois à une grande partie de la population, la situation est aujourd'hui toute autre. Le taux de chômage s'est hissé à 11,7 % en septembre 2017, contre 10,5 % un an plus tôt. Il reste particulièrement élevé chez les femmes (20,7 %) et les jeunes (28,3 %) » (Martin, 2019).

Bien que qualifiées, les jeunes et les femmes sont particulièrement touchées par le chômage. L'enquête emploi de 2013 de l'ONS montre que seules 70% des femmes diplômées du supérieur sont officiellement occupées. Elles sont présentes dans les rues des grandes villes, dans les administrations, les marchés, les partis politiques, les cafés. Toutefois, nombre d'entre elles, au sein des associations, dénoncent les conditions juridiques qui leur sont faites et les violences qu'elles subissent, malgré l'évolution de leur statut.

Le dernier constat concerne l'âge et le sexe du pouvoir en Algérie qui, excluent les jeunes et les femmes de l'espace public, le contrôle social ne leur reconnaissant pas réellement un espace privé. Ils et elles étouffent.

Cette jeunesse a pourtant manifesté pacifiquement, rassurant une population plus âgée qui les a massivement rejoints. Culturellement, elle

a fait preuve d'une grande inventivité durant ces manifestations. Cette jeunesse a aussi montré qu'elle était informée, voire formée, par des réseaux sociaux mais aussi par le mouvement associatif. Sur le même registre, les chants politiques entonnés étaient présents depuis des mois dans les stades. Les clubs de supporters ont joué un grand rôle dans la formation des manifestants de sexe masculin, mais pas seulement. En effet, ces chants, ayant circulé sur YouTube, ont été mis à la disposition de l'ensemble de la population. Ceci alors que le pouvoir avait tout tenté pour maintenir sous son contrôle les collectifs de supporters.

Sur le plan de la symbolique, il semblerait que le *hirak* a créé ses propres logiques et références. Celles-ci demeurent toutefois ancrées dans l'histoire politique et sociale du pays d'avant et d'après l'indépendance.

Ainsi le *hirak* s'est pensé comme un « moment de la Nation ». Les manifestants ont inscrit leur combat dans un récit national en ayant recours à des figures emblématiques de la Guerre de libération nationale, telles que Djamila Bouhired, Lakhdar Bouregaâ ou la référence à Benyoucef Benkhedda, le dernier président du GPRA, (Gouvernement Provisoire de la République Algérienne). C'est un choix clair et assumé d'un récit national aux antipodes de l'histoire officielle, commémorative et désincarnée. Il convient toutefois de préciser que ce passé si présent n'a pas « écrasé » leur mouvement. L'aspiration de la jeunesse du *hirak* est une Algérie nouvelle, plurielle, démocratique, libre : *Djazair, hourra, dimocratiya*.

Dans le même registre, si l'on prend l'exemple de la mouvance islamiste en Algérie, ce courant a donné, depuis les années 90, naissance à une « bourgeoisie pieuse ». Celle-ci a voyagé et n'a pas eu que l'Arabie Saoudite comme horizon. L'influence « New look » de la Turquie, par exemple, est prégnante dans l'évolution de ce mouvement politique et a signifié la fin de la mosquée comme seul centre de formation à la contestation, même si elle est toujours présente et fonctionne comme un lieu de rassemblement.

Après les manifestations des années 60, nourries d'idéologie socialiste, puis celles des années 80 et 90, fondées sur des revendications identitaires et/ou religieuses, cette population jeune s'est mobilisée, en 2019, autour d'une demande de démocratie.

Par ailleurs, il nous paraît important, considérant le moment que vit l'ensemble de la société algérienne, de réfléchir à la profondeur sociale des slogans scandés par les manifestants. En un mot, de nous interroger sur le contenu que les marcheurs du vendredi et mardi donnent à leur mouvement. Durant une année, et depuis le 22 février, certaines revendications n'ont pas changé, les militants du *hirak* faisant ainsi la

démonstration de leur attachement à leur contenu. Aussi, devons-nous nous questionner sur ce dont ces revendications rendent compte et à quoi renvoient-elles comme aspirations et histoire sociale récente.

Les slogans du *hirak*

Makach intikhabat maâ el issabat/ Il n'y a pas d'élections avec les gangs.

À propos du refus des élections : le sens et le message

Il peut sembler étrange qu'un mouvement qui se déclare résolument en faveur de la démocratie refuse des élections comme ce fut le cas lors du scrutin présidentiel du 12 décembre 2019. Les manifestants expriment surtout, ici, leur grande défiance vis-à-vis des autorités en charge de ces élections. Ce slogan signifie que le mouvement populaire, parce qu'il se donne pour objectif l'établissement d'une république démocratique, doit manifester sa vigilance en réfléchissant afin de construire des mécanismes de contrôles populaires et efficaces à « l'offre électorale ».

Il s'agit de comprendre, pour cela, que les élections sont l'affaire des pouvoirs et non des populations dans ce pays et que la seule force qui, jusqu'à présent, soit parvenue à l'expression est celle de l'abstention. Mais c'est aussi ignorer que ce jeu n'est possible que parce qu'il existe des « grands électeurs », les grandes puissances. Nous pensons surtout au poids de l'ancienne puissance coloniale dans la vie politique algérienne. Ce poids se manifeste dans une logique de quasi « gestion déléguée » qui lui est accordée par ses partenaires européens. Elle est toujours prompte à féliciter et reconnaître les promus lors des élections, contestées et contestables. Cette gestion déléguée concourt, à l'international, à garantir la crédibilité des élections truquées.

Peu démocratique et sous le pudique paravent de « soutien à la stabilité », cette gestion occulte la volonté générale de la société, souvent exprimée par le refus (boycott) des mascarades électorales.

« Makach intikhabat maâ el issabat », si on s'en tient au seul slogan, signifie que les élections en Algérie sont toujours truquées, bien entendu au profit de celui qui détient le pouvoir. Partant de là, toute élection pilotée par les *issabat* (gangs politico-financiers) est à refuser, car elle est par définition une « non-élection ». Dire que les manifestants pensent que les élections ne suffisent pas à assurer un fonctionnement démocratique, c'est leur reconnaître un niveau intuitif de conscience des pièges de la démocratie.

Djazair horra dimocratiya/ Algérie libre et démocratique ; Djazair novembria badissia/ Algérie de Novembre et de Ben Badis

À propos des fondements du pouvoir en Algérie

L'un de ces slogans, présent avec force, depuis le début du mouvement, est « Djazair horra, demokratiya », « Algérie libre, démocratique ». Son origine et son histoire précèdent, et annoncent en quelque sorte, le *hirak* dans la représentation de lui-même qu'il a voulue rendre visible et dont il s'est réclamé : un soulèvement démocratique, pacifique en opposition avec un régime autoritaire mais aussi avec un mouvement islamiste, présent en Algérie depuis au moins les années 1980. Il est, en effet, étroitement associé aux luttes des forces démocratiques depuis longtemps, en particulier dans leur refus de tout régime politique ayant pour fondement un texte ou philosophie religieuses.

En 2019, ce slogan renvoie toujours au même clivage, sauf que dans ce nouveau contexte, l'ordre républicain séculier se trouve aussi confronté au sein du *hirak* aux tenants et partisans d'une République islamique dont les référents politiques et idéologiques se réclament de la pensée badissiste et ceux du 1^{er} novembre 1954, faussement.

Il est important de souligner qu'il s'agit, dans cette configuration, d'une instrumentalisation de l'histoire de l'Association des oulémas musulmans algériens (AOMA) à des fins politiques. Les promoteurs du slogan *novembriya-badissia* ne sont pas dans la filiation du mouvement créé par Abdelhamid Ben Badis en 1931.

Quant à la référence au 1^{er} novembre 1954, elle est à comprendre, semble-t-il, comme une légitimation de la guerre de libération par le seul référent religieux. En tout état de cause, l'association, dans le cadre du *hirak*, *novembria/ badissia* a pour objectif central de maintenir à l'œuvre la confrontation idéologique qui oppose les promoteurs d'une société séculière et ceux d'un État théocratique.

Khawa khawa/ Frères frères

À propos du rapport pouvoir/ peuple (ou gouvernés/ gouvernants)

Il faut signaler d'abord que ce slogan a eu pour première vocation, un objectif tactique. Il s'agissait d'éviter des tensions au sein même du *hirak*. Pour les manifestant-es, il fallait rester unis face au pouvoir en promouvant et conservant le caractère pacifique du mouvement (*Silmiya*), véritable atout et caution morale de la contestation populaire et garantie

essentielle pour sa pérennité et immunité face aux nombreuses tentatives de déstabilisation.

Le slogan met ainsi en avant la fraternité entre Algériens et vise deux objectifs fondamentalement politiques : renforcer et consolider les rapports entre les manifestants et les forces de l'ordre, et éviter tout affrontement ou confrontation violentes et désolidariser les forces de l'ordre d'avec les politiques et les faire basculer du côté du *hirak*. Ce n'est donc nullement un appel à un rapprochement *gouvernés/gouvernants*.

Le rapport du *hirak* à la nécessaire reconstruction du récit national

Comme nous pouvons le constater, en nous référant à certains slogans, comme *Badissya/Novembria*, le recours à l'histoire nationale est l'objet de manipulations politiques qui sont l'expression de courants idéologiques divers. Ils renvoient tous à la lutte pour l'indépendance algérienne contre la colonisation française. Depuis 1962, en effet, seule la participation, réelle ou fictive, à la lutte de libération était perçue comme source du pouvoir (Harbi, 1980). Ce serait ainsi à partir de la seule rencontre avec la France, qu'un État, né dans la guerre, pouvait être pensé comme national. Dès lors, on peut comprendre la place de l'armée dans le système algérien (Addi, 1999) et la nécessité de la référence à la France dans le discours politique.

La reformulation de ce récit national constitue un enjeu central du point de vue de l'instauration d'un pouvoir démocratique en Algérie. Il s'agit d'une revendication centrale, portée depuis près d'un siècle par la population. Elle concerne une interrogation de l'histoire de l'Algérie sur la longue durée, qui l'inscrit comme multiculturelle et multiconfessionnelle. Un tel récit s'oppose à la définition unanimiste d'une Algérie arabe, musulmane de rite malékite qui renvoie à la logique jacobine de l'ancienne puissance coloniale en l'enrichissant d'un corpus nationaliste arabe. Cette construction idéologique, relativement pauvre du point de vue des références, a limité son discours au recours à une légitimation usée, par la référence à la résistance à l'occupation française et occultant l'histoire de l'Algérie sur la longue durée.

Dans cette logique, on a pu assister à de nombreuses arrestations de manifestants porteurs de l'emblème amazigh durant les marches. La répression sur ce thème est ancienne, elle est née dès le lendemain de l'indépendance. C'est dans ce sens qu'il faut analyser le combat politique

et identitaire du militant mozabite Kamel-Eddine Fekhar en faveur de la reconnaissance et de la diversité de la société algérienne.

En vue de réactiver un sentiment d'unité nationale, qui au demeurant n'est pas à mal, autour de ce qui resterait de l'idée d'État-Nation, le pouvoir a tenté également d'opposer les manifestants, aux « féministes », définies comme au service d'une idéologie occidentale, alliées de la « main de l'étranger » et donc, *in fine*, des ennemies de la Nation. Le *hirak* a déjoué cette manœuvre. Menacé sur les réseaux sociaux, le carré des féministes a bénéficié du soutien d'hommes et de femmes venus se joindre à elles.

De la même façon, lors des manifestations, des marcheurs ont, à travers leurs slogans, dénoncé les pratiques de division, en scandant « Casbah/ Bab el Oued/ imazighene » (Nous sommes tous des amazigh), en portant la *'araguiya* (calotte) ibadite pour rendre hommage à Fekhar, en revendiquant l'emblème amazigh et en aidant les féministes à suspendre leurs banderoles. Cependant, rien n'est simple, il existe dans la clientèle du régime (et dans la société), des opposants à cette lecture du récit national.

On peut conclure, sur ce point que l'état de ce récit, dans un contexte plus général de crise de l'État-Nation, sa réception par la population, qui veut retrouver une estime de Soi à travers un roman national qui fasse justice à son histoire sur la longue durée, montrent combien le pouvoir s'épuise en termes de ressources idéologiques.

La répression ne peut constituer une réponse suffisante lorsqu'il s'agit du travail de la mémoire, de la mémoire de Soi. Ce travail entretient des rapports étroits avec le thème de l'identité nationale dans un contexte de crise de la Nation à une échelle plus large que celle de l'Algérie et que désignent les conflits qu'on observe à travers le monde : dans l'ancienne Yougoslavie, au Rwanda, en Afghanistan. La mise en œuvre de l'idée d'Algérie, pourtant vibre en chacun comme la mobilisation de niveaux plus profonds que le politique et l'économique.

L'énergie qui est à l'œuvre lors des marches en est la démonstration, comme l'auto-contrôle des manifestants. L'hypothèse est que c'est la nécessité qui accompagne et donne sa forme à cette présence de milliers d'Algériens, mais aussi de chacune et de chacun, chaque mardi et vendredi. La manifestation du mardi, celle dite des étudiants, impulsait le mouvement et lui dictait ses mots d'ordre. Durant ces marches, le multiple a ressurgi alors comme une exigence. À ce titre, l'ouvrage *Des noms et des lieux* de Mostefa Lacheraf, publié en 1998, était venu nous libérer de l'idée selon laquelle l'identité nationale serait contenue dans une langue, l'arabe. Dès lors, il est devenu clair que ce pays était peuplé

d'amazighophones et d'arabophones dont l'identité multiple se nourrissait de parcours, d'odeurs, de paysages, de liens, d'évènements. Il existe, dans cette définition, une sérénité des origines que nous devons recevoir comme un cadeau dans ces temps de « tourments de l'origine » selon les mots de Fethi Benslama (2002).

Par ailleurs, le traitement des territoires et des pratiques comme des personnes et de leurs représentations nous a, enfin, permis de mettre nos pas dans ceux de nos ancêtres. De donner sens à une synthèse d'éléments disparates qui s'est construite tout au long de vies particulières autour des territoires que nous nous autorisons à appeler la « terre de nos ancêtres », et tout ce qui s'y est déroulé ne saurait nous être étranger. Et chaque mardi, chaque vendredi, nous nous sommes mis en marche, cherchant, proclamant les traces, à travers des portraits de personnages historiques, des chants, des slogans, des tenues vestimentaires, de ce qui constitue « une route des routes », qui est à la fois un itinéraire et fait récit. Mais surtout parce que nous avons marché ensemble, reconnaissant, durant cette année 2019, notre diversité.

Conclusion

L'Algérie est bien confrontée à une crise multidimensionnelle et il est essentiel de comprendre que le processus du *hirak*, tel qu'il nous apparaît, peine encore à livrer tous les contenus de la demande de transition exprimée. Pour l'accompagner, sincèrement, le pouvoir devrait admettre que l'urgence est de renouer les liens brisés au sein de la société, de rétablir les institutions, afin de permettre à la réalité plurielle de cette société de trouver des formes de reconnaissance et d'expression. L'opposition devrait, elle également, engager une réflexion profonde en vue de bénéficier de la créativité, de l'ingéniosité et de l'énergie dont la jeunesse algérienne a fait montrer.

Nous observons, à présent, une reprise des migrations clandestines. Ils et elles sont en effet nombreux à considérer que le pouvoir est retourné à sa surdité, qu'il a mis à profit la pandémie de la Covid-19 pour réduire la population au silence par la répression : arrestations, interdictions des rassemblements, réduction drastique des mobilités. Toutefois, force est de constater que les ingrédients de la crise sont toujours là avec un chômage qui ne faiblit pas, la détérioration des conditions de vie, la baisse des revenus pétroliers. Les jeunes sont toujours marginalisés économiquement comme ils le sont politiquement, considérant l'âge des dirigeants.

Quelle sera la prochaine étape ?

Sur les réseaux sociaux, la contestation est active et vivace. Des marches ont repris, moins massives certes, à travers le pays. Des collectifs ont éclos. Aussi, La Méditerranée parviendra-t-elle à dévorer tous les rêves de la jeunesse algérienne ou faudrait-il s'attendre à une reprise vigoureuse du *hirak* ? La rue bruisse de nouveaux, les manifestations semblent reprendre avec les mêmes revendications.

Finalement, est-il juste, par exemple, dans le cas de Algérie, de considérer, comme l'explique Alain Caillé, que « les luttes politiques proprement modernes qui, pendant plus de deux siècles, avaient été des luttes de redistribution sont devenues prioritairement des luttes de reconnaissance » (Caillé, 2007). Il en réfère ici aux luttes de femmes et de religion qu'il considère comme les mouvements les plus actifs. Or, de notre point de vue, au Sud, les luttes demeurent largement encore des luttes et de redistribution et certes aussi de reconnaissance. Pour illustrer ces propos, nous pouvons observer que l'Algérie a depuis des décennies connu des émeutes, pour le logement, l'emploi, des personnes se sont immolées, De nombreux mouvements sociaux ont précédé ce qu'on nomme à présent le *hirak* et portaient sur un refus des modalités de distribution de la rente pétrolière, mais aussi une gouvernance économique qui ne repose que sur la gestion clientéliste de cette rente.

Le *hirak* a d'emblée été défini, dans les propos des personnes interviewées lors des marches ou dans les écrits des journalistes, comme des marches de la dignité, donc, pourrions-nous dire, « de la reconnaissance ». C'est fort de ce savoir collectif sur le fonctionnement de l'économie et du refus d'une humiliation, d'une quête de dignité que ce mouvement est né, portant la revendication d'en finir avec le fonctionnement d'un système. Caillé semble penser que le temps des luttes de redistribution est passé. Adhérer à ce point de vue serait ignorer les conditions sociales et économiques dans nombre de pays. Comme c'est ignorer que l'accès à l'autonomie pour les femmes comme pour les hommes passe aussi par un accès à des conditions matérielles.

De la même façon que les Algériennes et les Algériens ont compris que l'accès à la redistribution passe par la reconnaissance, c'est-à-dire par la nécessité d'être vu, reconnu comme le fruit de la production d'un savoir sur leur vécu et sur ce que vivent les Autres. Ils savent aussi qu'il existe une violence dans les rapports sociaux qui va au-delà, ou plutôt, en-deçà des luttes de reconnaissance.

Bibliographie

Addi, L. (1999). *L'armée, la nation et l'État en Algérie. Confluences Méditerranée*. Paris : l'Harmattan.

Ait Hammouda-Kalloum, K. (2008). La dichotomie urbain / rural, est-elle toujours d'actualité dans la recherche urbaine en Algérie ? Dans Benghabrit-Remaoun, N., Haddab, M. (dir.) *L'Algérie : l'état des savoirs en sciences sociales et humaines (1954-2004)*. CRASC, p. 483-501.

Banque Mondiale Algérie. (2020) Rapport de suivi d la situation économique, avril 2020. <https://bit.ly/2XYy0RK>

Benslama, F. (2002). *La Psychanalyse à l'épreuve de l'Islam*. Paris : Éditions Aubier.

Caillé, A. (2007). *La quête de reconnaissance- Bibliothèque du MAUSS*. Paris : La Découverte, collection textes à l'appui.

Chettab-Abbas, N. (2001). *Privatisation et tentative d'intégration des entreprises dans le marché mondial : quel rôle pour l'État ?* p. 177-186.

Dumas, M.-L. (1989). *État, ville et mouvements sociaux au Maghreb et au Moyen-Orient. Politique étrangère*, 54(4), p. 795-796.

Harbi, M. (1980). *Le F.L.N. Mirage et réalité. Des origines à la prise du pouvoir (1945-1962)*. Paris : Jeune Afrique.

Lacheraf, M. (1998). *Des noms et des lieux. Mémoires d'une Algérie oubliée*. Alger : Casbah Édition.

Martin, A. (2019). CRISE, L'Algérie malade de son pétrole. *Alternatives économiques*.

Nossiter, A. (2020, october). Hopes Fade for New Political Course in Algeria a Year After Popular Uprising. *New York Times*.

Office National des Statistiques. (2020). Les indices de valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandise. (N° 893, 1^{er} trimestre).